

CONFIDENTIEL DÉFENSE
 KIGALI, LE 5

décembre 1991,

N° 419/4/AD/RWA

L'ATTACHÉ DE DÉFENSE					
14 JAN 1992					
	A	R		A	R
G			LOG		
CA			F		
AA			P		
BEC			ST		

Le Colonel B.CUSSAC, Attaché de Défense
 près l'Ambassade de France au Rwanda et
 Chef de la Mission d'Assistance Militaire
 à
 Monsieur l'Amiral, Chef d'Etat-Major des
 Armées (Relations internationales-CERM)
 à PARIS.

OBJET: Rapport de renseignement bimestriel (Septembre-Octobre 1991).

Les semaines qui viennent de s'écouler ont été dominées par un développement visible du débat politique, les principaux partis étant désormais installés et actifs, tandis que l'activité militaire paraissait un instant s'enliser.

Cependant, le débat démocratique naissant semble s'être rapidement enfermé dans une impasse dont la seule sortie serait la tenue d'une conférence nationale tandis que les opérations militaires de harcèlement, qui paraissaient marquer le pas dans l'attente d'une solution en cours de négociation, masquaient en fait une véritable prise de gage territorial par les "INIENZI" dans le MUTARA.

Dans le même temps le comportement des forces armées rwandaises continuait à se dégrader, les graves exactions commises par "des hommes armés en uniforme" se multipliaient, et les appels réitérés des conseillers techniques français pour améliorer la discipline et la sécurité n'étaient suivis que de peu d'effet sur le terrain, particulièrement au sein d'une Gendarmerie dont le Chef d'état-major adjoint semble frappé d'une incapacité définitive à améliorer le service de son armée, à moins que ce ne soit l'effet d'un choix délibéré.

*
 * *
CONFIDENTIEL DÉFENSE

I. DEVELOPPEMENT DU DEBAT POLITIQUE:

CONFIDENTIEL DÉFENSE

Le cadre politique est désormais posé:

- un parti au pouvoir: le M.R.N.D.D., ancien parti unique dont le chef est le président de la république et dont sont issus tous les membres de l'ancien gouvernement, le nouveau premier ministre, les députés formant le Conseil National de Développement, ainsi qu'une partie encore majoritaire des cadres de l'administration et de l'armée;
- un comité de concertation des partis de l'opposition, regroupant les trois partis les plus actifs, P.S.D., M.D.R. et P.L.; refusant de participer à un gouvernement dont le premier ministre a été désigné sans leur avis parmi les membres de l'ancien parti unique devenu parti dominant, et qui exigent, avant toutes choses, la tenue d'une conférence nationale;
- quelques partis de moindre audience dont le P.S.R., Parti Socialiste Rwandais, qui vient de renaître après une première dissolution et semble proche de l'opposition; le P.D.C., Parti Démocrate Chrétien, qui passe pour être proche du pouvoir; le R.T.D., Rassemblement des Travailleurs pour la Démocratie, issu du premier parti socialiste dissout après quelques semaines de vie; le P.D.I., Parti pour la Démocratie Islamique, qui vient de déposer ses statuts.

Le débat, intense au cours de ces deux derniers mois, a opposé le parti au pouvoir au comité de concertation de l'opposition. Les conférences de presse des seconds ont répondu aux discours prononcés par le Président de la République, tandis que hors de la vue du grand public, les négociations menées en vue de mettre en place un système de gouvernement de transition aboutissaient à une impasse.

.../...

CONFIDENTIEL DÉFENSE

CONFIDENTIEL DÉFENSE

Après le déroulé des discussions, les deux parties ont éprouvé le besoin d'en appeler à la rue et de faire la preuve de leur représentativité par des "manifestations de masse" qui pour s'être déroulées fort pacifiquement n'ont rassemblé que 20 à 25 000 personnes pour les plus volumineuses et n'ont rien démontré, si ce n'est la prédominance du M.D.R. dans l'opposition et l'incapacité des autorités à mettre en place un service de maintien de l'ordre fiable.

Il est à noter qu'au cours des conférences de presse tenues par l'opposition, les leaders ont eu à répondre aux questions de journalistes dont certains ont mis en cause la présence de l'Armée Française au Rwanda (opération NOROIT). Les réponses faites (et c'est le P.S.D. qui s'est exprimé au nom du comité de concertation), pour favorables qu'elles étaient au maintien de cette force "qui n'intervient pas dans les affaires intérieures du pays et qui rassure des agents économiques expatriés indispensables à la survie du pays" n'ont pas fait pour autant un sort au sentiment de plus en plus répandu que cette présence n'aura été utile que dans la mesure où elle aura poussé en douceur le pouvoir actuel sur le chemin de l'alternance. Les mises en cause de l'ambassadeur de France se multiplient dans la presse proche des milieux extrémistes et la présence militaire française fait l'objet de commentaires de plus en plus nombreux en ville.

II. EVOLUTION DU CONFLIT ARME

En apparence, le conflit qui oppose l'armée rwandaise aux INKOTANYI sur la frontière nord du pays ne semble pas avoir évolué de façon significative au cours de ces deux mois.

.../...

CONFIDENTIEL DÉFENSE

CONFIDENTIEL DÉFENSE

Les communiqués de l'état-major rwandais ont fait état régulièrement des tirs de harcèlement dont ses troupes ont été l'objet à partir de l'Ouganda, ainsi que des tentatives de progression de l'infanterie adverse dans les volcans au nord de Ruhengeri. Elles ont souvent omis de mentionner que, depuis plusieurs semaines, quelques dizaines de kilomètres carrés du territoire rwandais étaient passées sous le contrôle de l'adversaire dans la région de SHONGA-TABAGWE. Ces omissions devant la communauté internationale (les militaires français étant parfaitement informés de la situation réelle), involontaires dans un premier temps puisque le colonel commandant le secteur avait "omis" d'en rendre compte à sa hiérarchie, étaient plus délibérées par la suite et visaient vraisemblablement à ne pas reconnaître que "l'ennemi" avait ,ainsi qu'il l'affirme , "libéré" une partie du Rwanda.

Le tir sur un avion de ligne d'une compagnie Zaïroise, le 10 septembre au-dessus du territoire Ougandais, et vraisemblablement par la N.R.A., est resté fort heureusement un événement isolé.

La mise en place du second Groupe d'Observateurs Militaires de l'OUA, après le séjour infructueux de l'équipe dirigée par le Général MBITA, reste à venir et le général nigérian OPAREY n'a pas encore donné suite à une première visite exploratoire.

*

*

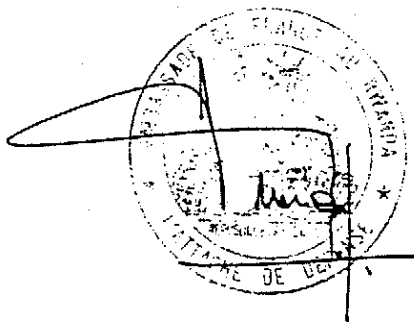
*

.../...

CONFIDENTIEL DÉFENSE

CONFIDENTIEL DÉFENSE du débat politique interne, l'enlèvement du conflit armé, la déliquescence de l'économie qu'accompagne un isolement de plus en plus marqué au niveau de la sous-région après la disparition de fait de l'allié zaïrois, provoque une radicalisation évidente des extrémistes des deux bords et une inquiétude de plus en plus marquée au sein de la population.

Il est probable qu'il sera demandé à la France, dans les semaines où les mois à venir, de justifier son intervention par des prises de position d'autant plus délicates qu'elles interviendraient dans un climat de plus en plus conflictuel.



DESTINATAIRES:

- EMA/CERM 7 ex.
- EMA/RE 1 ex.

Copies à:

- SGDN/DAE 2 ex.
- DGA/DAI 1 ex.
- EMAT/BRRI 2 ex.
- EMAA/2B 2 ex.
- EMM/OPS/REN 2 ex.
- ITDM 1 ex.
- A.D. BUJUMBURA 1 ex.
- A.D. KINSHASA 1 ex.
- A.D. NAIROBI 1 ex.

CONFIDENTIEL DÉFENSE

I. ACTIVITES DU CHEF DE MISSION, ATTACHE DE DEFENSE, AU COURS DE LA PERIODE
DU 1° SEPTEMBRE AU 31 OCTOBRE 1991.

11) - Contacts avec les autorités locales:

- 1 octobre Col. SERUBUGA,
Chef d'état-major adjoint de l'armée rwandaise,
- 4 octobre Visite Ecole de la Gendarmerie Nationale à RUHENGARI,
- 10 octobre Commandant du secteur opérationnel de RUHENGARI,
- 23 octobre Col. SERUBUGA, C.E.M. Adjoint Armée Rwandaise,
- 24 octobre Col. RUSATIRA, Secrétaire Général de la Défense Nationale
- 30 octobre Président de la République.

12) - Contacts avec les autorités étrangères:

- 6 septembre Consul du Canada,
- 10 septembre Vice-consul des U.S.A.,
- 14 septembre Lt-Cl BOYENS, chef de la MAM Allemande,
- 16 septembre Col. PETERSEN, Attaché de défense des USA
en poste à Kinshasa,
- 26 septembre Haut Commissariat aux Réfugiés,
- 3 octobre Vice-consul des ASA et Attaché de Défense adjoint
en poste à Kinshasa.

13) - Réunions avec les détachements français:

- 4 septembre Réunion Mission d'Assistance Militaire,
- 14 septembre Fête de la Saint Michel avec Noroît,
- 18 septembre Réunion Mission d'Assistance Militaire,
- 2 octobre Réunion Mission d'Assistance Militaire,
- 8 octobre Réunion Mission d'Assistance Militaire,
- 16 octobre Réunion Mission d'Assistance Militaire,
- 24 octobre Prise d'armes départ détachement Noroît.